

ASEAN

Des mesures plus sévères nécessaires de toute urgence

Index AI : ASA 01/001/2003

ÉFAI

**Embargo : lundi 6 octobre 2003
(00 h 01 TU)**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International salue les efforts de l'Indonésie en faveur d'une libération de la dirigeante de l'opposition au Myanmar, Daw Aung San Suu Kyi, avant la tenue du sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) en octobre. L'organisation appelle les membres de l'ASEAN à prendre en considération un certain nombre d'autres atteintes en matière de droits humains perpétrées dans la région ; elle attire notamment l'attention sur les allégations faisant état de graves violations des droits de la personne dans la province indonésienne de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD) depuis la proclamation de l'état d'urgence militaire en mai 2003.

« C'est le moment pour l'ASEAN de démontrer à la fois sa cohérence et sa crédibilité en matière de droits humains en se penchant sur les autres problèmes qui se posent dans la région en ce domaine ; la dégradation catastrophique de la situation dans la province de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD) depuis la proclamation de l'état d'urgence militaire à la mi-mai devrait en particulier être examinée », a déclaré Amnesty International ce lundi 6 octobre 2003.

Rompant avec la politique de « non-ingérence » de l'ASEAN, l'association a rendu publique une déclaration appelant à une remise en liberté rapide de Daw Aung San Suu Kyi et d'autres membres de la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie) lors de la réunion des ministres qui s'est déroulée en juillet à Phnom Penh. L'inquiétude de l'ASEAN s'est exprimée après une attaque, orchestrée par le gouvernement du Myanmar, contre Daw Suu et des centaines de militants politiques, au cours de laquelle un nombre indéterminé de personnes ont été tuées ou blessées.

L'Indonésie, qui préside actuellement l'ASEAN et où doit se dérouler le prochain sommet de l'organisation, les 7 et 8 octobre à

Bali, a également envoyé un diplomate de haut rang – l'ancien ministre des Affaires étrangères Ali Alatas – au Myanmar fin septembre ; celui-ci a tenté, sans succès, de faire libérer Aung San Suu Kyi avant la réunion de Bali. Sa visite s'est déroulée peu de temps peu après la diffusion d'informations selon lesquelles la dirigeante de l'opposition, prisonnière d'opinion, avait subi une intervention chirurgicale importante. Elle est actuellement pratiquement détenue au secret, de fait assignée à domicile sous la surveillance de son médecin.

Si l'ASEAN a émis des critiques à propos de la détention récente de Aung San Suu Kyi, elle est restée totalement silencieuse sur les autres questions concernant les droits humains dans la région, en dépit du fait que les mauvais résultats d'autres pays membres de l'ASEAN continuent de ternir la réputation de l'ensemble du groupe.

L'Indonésie, le plus grand et l'un des plus puissants États membres de l'ASEAN, a été exonérée de toute critique en dépit du fait que ses opérations de répression de l'insurrection dans la province de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD), d'une grande brutalité, ont un impact direct sur son voisin la Malaisie où se sont réfugiés des centaines d'habitants d'Aceh fuyant la violence.

La Malaisie, plutôt que de s'inquiéter des raisons de ce flot de réfugiés, a récemment arrêté plus de 250 personnes originaires d'Aceh qui tentaient de se faire enregistrer auprès du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) à Kuala Lumpur. Au moins 19 d'entre elles ont été expulsées vers l'Indonésie, dont sept qui avaient exprimé leur intention de demander l'asile. Leur rapatriement viole le principe internationalement reconnu du non-refoulement, lequel bannit le rapatriement forcé d'une personne vers un pays dans lequel elle risque d'être soumise à de graves violations de ses droits. Les autres sont détenues dans un camp dans des conditions décrites comme insatisfaisantes en particulier au niveau de l'hygiène.

« La prise de position énergique de l'ASEAN sur les derniers événements au Myanmar est louable et démontre qu'une critique constructive en matière de droits humains est possible. Ne pas tenir compte d'autres grands problèmes de la région ne les fera pas disparaître et risque à la longue de créer une instabilité et de discréditer

l'ASEAN en tant qu'organisation », a déclaré Amnesty International.

Amnesty International a demandé que la question de la province de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD) soit mise à l'ordre du jour lors du sommet de l'ASEAN à Bali ; elle appelle les membres de l'organisation à :

- lancer un appel à l'Indonésie pour qu'elle assure l'accès en toute sécurité à la province de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD) aux travailleurs humanitaires nationaux et internationaux et aux observateurs chargés de veiller au respect des droits humains ;

- appeler les autorités indonésiennes à permettre une évaluation complète et indépendante de l'impact de l'état d'urgence militaire sur la situation des droits humains dans la province de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD) avant la mi-novembre, date à laquelle l'état d'urgence militaire doit être reconduit, et prendre en compte les conclusions de cette étude avant toute décision ;

- appeler l'Indonésie à respecter le droit international humanitaire lors de ses opérations militaires dans la province de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD).

Complément d'information

Au Myanmar de très nombreuses personnes ont été arrêtées en lien avec les violences du 30 mai contre la NLD ; elles ont rejoint quelque 1300 autres prisonniers politiques. Daw Aung San Suu Kyi et tous les membres dirigeants du mouvement sont détenus depuis, en dépit des protestations internationales contre la violence et la répression de toute opposition pacifique dans le pays suite à ces événements. Fin août, le *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement, gouvernement militaire du Myanmar) a été remanié et une « *feuille de route* » en sept points a été annoncée par le Premier ministre, le général Khin Nyunt. Toutefois, cette feuille de route ne comporte aucun plan visant à améliorer la situation préoccupante des droits humains dans le pays. La grave détérioration des droits humains et l'échec apparent des discussions entre le SPDC et la NLD ont suscité l'inquiétude de l'ASEAN, notamment du fait que le Myanmar doit assurer la présidence de l'ASEAN en 2006.

En Indonésie, les graves violations des droits humains déjà existantes se sont

intensifiées avec la proclamation de l'état d'urgence militaire par le gouvernement le 19 mai 2003 dans la province de Nangroe Aceh Darrusalam (NAD). L'armée indonésienne déclare avoir tué plus de 800 personnes qui auraient été membres du *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre) – groupe armé d'opposition pro-indépendantiste que l'état d'urgence militaire vise à éliminer. Selon des sources non officielles, de nombreux civils figureraient au nombre des tués. D'autres violations des droits humains auraient été perpétrées, notamment des actes de torture, des « disparitions » et détentions illégales. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées en raison des violences, mais restent privés de toute assistance adéquate du fait de sévères restrictions imposées aux agences humanitaires. Les efforts du gouvernement pour empêcher les observateurs nationaux et internationaux chargés de veiller au respect des droits humains d'accomplir leur travail leur privent de toute protection. Selon certaines allégations, le GAM aussi se serait rendu coupable d'atteintes aux droits humains, notamment en pratiquant des enlèvements et des exécutions extrajudiciaires. Les restrictions imposées aux observateurs indépendants chargés de veiller au respect des droits humains rendent ces allégations difficiles à vérifier. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>